

Groupe de travail Gouvernance et service d'appui juridique

Compte-rendu de la réunion du 11/01/2023

Version du 11/01/2023



1 VERSIONS

VERSION	DATE	OBSERVATION
01	11/01/2023	Version initiale rédigée par Bruno IRATCHET
02	17/01/2023	Relecture François MATHONNET

2 MODALITES D'ORGANISATION

Date : 11/01/2023

Horaires : 14h à 16h (Teams)

Ordre du jour :

- Bref rappel des objectifs de notre groupe de travail
- Tour de table (10 mn)
- Présentation de l'offre de prestations par Me Abboub et M. Priol
- Discussions
- Planning et modalités de travail

3 PARTICIPANTS

PRENOM / NOM	ORGANISME	COLLEGE
Gérard BLIN	IGN (Dir. Territorial)	
Pauline FORESTIER	CEA (chargée mission SIG)	Collectivités
Julien GUERARD	SGARE	Etat (copilote DGE)
Laurent WEIBEL	SGARE	Etat (suivi DGE)
Tristan BOUSICO	Région GE (CP intermodalité)	Collectivités
Jean-Sébastien FIEGEL	RGE (DPO)	Collectivités
Stéphane MARTIN	ADEUS (géomaticien)	
Stéphanie FUCHS	St Louis Agglo	Agglo
Julia PILETI	SCOT Thur Doller	SCOT
Marie DILIGENT	Alliance Écologique et Sociale	
François MATHONNET	DREAL GE	Etat (copilote DGE)
Marie-Christine SCHOTT	Région GE	Collectivités (copilote DGE)
Guillaume RYCKELYNCK	Région GE	Collectivités (chef de projet DGE)
Jacques PRIOL	CIVITEO (AMO)	Appui gouvernance
Louise RIGOLLIER	CIVITEO (AMO)	Appui gouvernance
Schéhéraza ABBOUB	Parme Avocats (AMO)	Appui juridique
Bruno IRATCHET	REALIA (AMO)	Accompagnement animation

Absents mais présents en septembre :

Patrick VIARD (DDT54), Joëlle SAUTER (Chambre régionale d'agriculture), Alexis BRIAT (DDT88).

Déjà absents en septembre 2022 :

Anaïs THIRIOT (CD Meuse), Fadila BOURESAS (DDT88), Manon ZEYER-LINDEN, Mathieu DANIEL (Montigny-Lès-Metz)

4 COMPTE RENDU

4.1 Rappel du contexte (objectifs du GT)

François MATHONNET rappelle les objectifs du GT :

- Proposer des évolutions dans la gouvernance du dispositif,
- Concevoir et mettre en œuvre un service d'appui juridique mutualisé concernant la data, au service des adhérents de DGE.

Marie-Christine SCHOTT rappelle que DGE a préparé une consultation (octobre-novembre 2022) pour être appuyé dans ces travaux. C'est le groupement Parme Avocats et Civitéo qui est attributaire de ce marché.

Après un rapide tour de table, la réunion de ce jour porte sur la présentation de l'offre.

4.2 Présentation de l'offre de Parme Avocats et Civitéo

La présentation de Jacques PRIOL et Schéhérazade ABOUB s'appuie sur le support « 2023_01_11_RegionGrandEst_Lancement v7.PDF ».

Les intervenants seront : Jacques PRIOL, dirigeant de Civitéo, Louise RIGOLLIER (nouvellement arrivée chez Civitéo), Schéhérazade ABOUB, avocate PARME Avocats (projets publics, et données publiques). A noter que l'observatoire Data Publica diffuse gratuitement de nombreux documents et rapports : <https://observatoire.data-publica.eu/>

Présentation de l'offre :

Notre compréhension des enjeux pour DataGrandEst

- **Faire évoluer la gouvernance de DataGrandEst, notamment :**
 - ✓ Pour une meilleure représentativité des collègues et des représentants, en élargissant la communauté des acteurs de la data au-delà de la géomatique ;
 - ✓ Pour améliorer les interactions, construire les conditions de partage et favoriser l'usage des données privées d'intérêt général (téléphonie, données bancaires, tourisme, énergie, ...).

- **Construire un appui juridique et proposer un service juridique :**
 - ✓ Pour mutualiser, capitaliser, partager cette veille nécessaire à la connaissance du cadre réglementaire et monter en compétence collectivement ;
 - ✓ Pour pouvoir répondre de manière plus ciblée, sous la forme de questions / réponses ensuite capitalisées.

Figure 1: diapo 8

Jacques PRIOL présente l'offre sur le **volet gouvernance** (diapos 9 à 12).

La diapo 12 précise les 3 axes des recommandations attendues :

- Les modalités d'intégration des acteurs privés,
- L'adaptation des règles de la gouvernance actuelle aux nouveaux objectifs,
- Les modalités juridiques de la nouvelle gouvernance :
 - Hypothèse 1 : système conventionnel simplifié en complément du cadre partenarial actuel et sans le remettre en cause via un accord de consortium,
 - Hypothèse 2 : étude d'une structuration juridique (structure de portage) plus robuste pour le portage du projet DataGrandEst (association, GIP, etc.).

Schéhéraza ABBOUB présente le **volet relatif à l'appui juridique**.

Les diapos 19 et 20 présentent les livrables attendus :

- Un guide pour aider à identifier les droits et devoirs des producteurs de données en termes de diffusion des données en fonction du statut des données
- Des préconisations dans le choix des licences
- La rédaction d'une convention de mise à disposition de données sensibles

Parme Avocats propose de préparer et d'animer un séminaire d'acculturation juridique dès le démarrage de la mission.

- ⇒ Pour réaliser les prestations décrites ci-dessus, le groupement a besoin de prendre connaissance et de relire les documents de cadrage de la démarche de DGE.

Concernant le service d'appui juridique, Parme Avocats distingue 4 types de prestations :

- La production de notes juridiques, d'études, de guides et de documents contractuels avec proposition d'avant-projet de note ou de document pour observations et/ou commentaires
- La participation aux réunions en visio-conférence ou physique
- La mise en place d'échanges téléphoniques réguliers avec la mise en place d'une ligne téléphonique dédiée pour la délivrance de premiers éléments de réponse oraux éventuellement confirmés par courriel
- La mise en place d'une veille juridique mensuelle & ciblée dans l'ensemble des champs du droit objet de la présente mission et concernant plus particulièrement toute évolution de la réglementation en cours et de son impact en matière de données selon une sélection établie avec DataGrandEst.

Le calendrier proposé est le suivant :

Calendrier possible

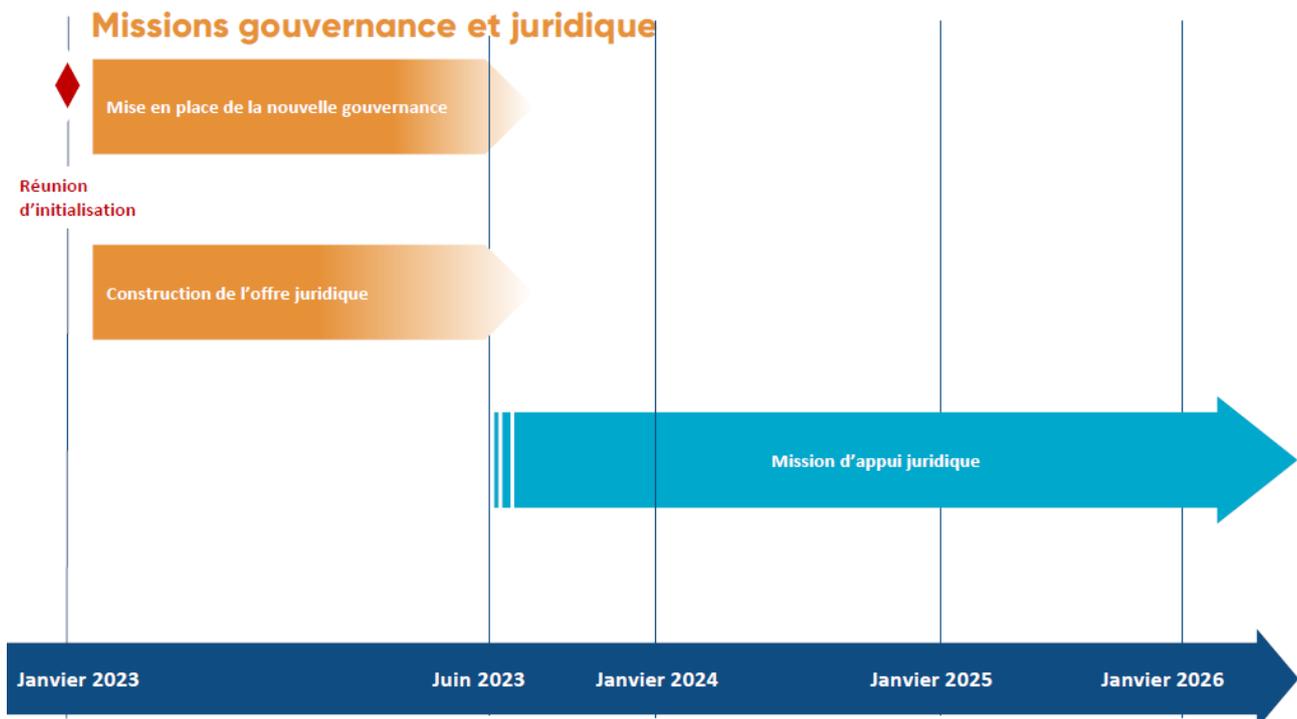


Figure 2: calendrier des prestations

Les participants s'accordent sur les jalons suivants :

- Un premier atelier sur la gouvernance est planifié le 8/02/2023 (10h-12h), prochaine réunion du GT,
- Les entretiens ciblés avec les acteurs impliqués dans les évolutions de la gouvernance se dérouleront de février à avril 2023.

4.3 Echanges et discussion

L'ADEUS (SM) souligne l'intérêt d'une ligne téléphonique pour l'appui juridique ponctuel, mais il reste à construire le service : qui peut appeler ? Civitéo donne l'exemple d'Occitanie Data qui propose des services juridiques gratuits pour les adhérents et payants pour les autres.

Le SGARE (JG) demande s'il faut se reposer la question du portage juridique de DGE sachant que ce scénario a été écarté fin 2021. Civitéo précise que tout va très vite, le cadre européen oriente vers une structure dédiée. Ce sujet pourrait éventuellement être évoqué au début du prochain COPIL (7/03/2023), sous réserve de disposer de nouveaux arguments. Civitéo convient qu'il ne faut pas explorer ce sujet trop loin en début de prestation. Plus généralement, il faudrait réussir à faire le lien entre l'actualité juridique (Data Act – règlement européen sur les données) et les évolutions souhaitables voire nécessaire du partenariat. François Mathonnet précise qu'il est important de faire valider par les décideurs DataGrandEst l'exploration du portage juridique.

St Louis Agglo (SF) souligne que l'un des sujets porte bien sur l'évolution du partenariat public-public actuel, pour que ces mêmes acteurs publics puissent travailler avec des acteurs privés.

Civitéo pose la question du choix des données d'intérêt général qui intéressent les acteurs publics ? Quelle thématique (au singulier) ?

L'IGN (GB) souligne le cas particulier (voire la difficulté) de cibler des acteurs qui répondent déjà à une DSP.

Pour Civitéo, il faut bien cibler des données utiles et nécessaires pour les politiques publiques. En Région Centre Val-de-Loire, il y a des données de l'agriculture (vérifier) mises en commun.

Le choix est à faire entre deux thématiques :

- Mobilité : il existe déjà une gouvernance, entre acteurs publics, et les acteurs privés travaillent dans le cadre de DSP. Civitéo précise que cette thématique peut permettre d'approcher Waze, sachant qu'un 1 conducteur sur 2 utilise ce service en France. La Région Grand Est précise qu'elle vient de renégocier la convention avec la SNCF (vérifier), qui finit par transmettre des données (ce qui est plus complexe avec Waze) ;
- Energie : plus complexe, donc à privilégier car DGE va rencontrer davantage de difficultés. Le sujet est également plus neutre vis-à-vis des GT existants.

Plusieurs participants n'expriment pas d'éléments de choix.

⇒ Les participants s'accordent sur le **choix de la thématique de l'énergie**.

Les participants s'accordent sur le fait que l'atelier du 8 février doit être ouvert à des participants qui ne sont pas encore impliqués dans ce GT.

Pour que Parme Avocats et surtout Civitéo puissent préparer l'atelier, DGE (Guillaume Ryckelynck) doit transmettre la documentation sur la gouvernance actuelle.

L'objectif de l'atelier sera également de finaliser la liste des entretiens à mener avec les acteurs impliqués dans les évolutions possibles de la gouvernance : SGARE, Région GE, etc. Les participants sont invités à transmettre des noms (et des fonctions), avec les mails voire téléphone.

Un participant demande s'il est possible de disposer d'un (petit) guide d'entretien. Pour Civitéo, il faut cibler les agents (cadres dirigeants) qui ont un avis sur la diffusion et circulation de la data. Il s'agit d'entretiens exploratoires qui n'engageront pas les structures, mais permettront de recueillir des visions, des avis.

Concernant le volet juridique, la prochaine réunion de suivi de la mission avec l'équipe projet¹ (17/01 à 17h) permettra de proposer une méthode de collecte des besoins juridiques qui sera ensuite présentée au GT en février 2023.

Pour commencer à coconstruire la méthode, il est proposé que les participants transmettent ponctuellement leurs questions par mail auprès de l'équipe projet.

Les premières questions des participants sont :

- Comment passer d'une licence ODBL vers la Licence Ouverte (LO) ?
- Comment obtenir les données des DSP ?
- Relancer Mme Joëlle SAUTER (Chambre régionale d'agriculture).

⇒ Ne pas hésiter à envoyer vos questions dans les prochaines semaines.

Un intervenant souligne que le service juridique pourrait être ciblé vers les petites collectivités qui ne disposent pas de service juridique.

¹ Equipe projet qui suit les prestations de Parme Avocats et Civitéo : MC SCHOTT, F. MATHONNET, B. IRATCHET
2023_01_11_GT-GouvJur_CR_v02

4.4 Prochaines échéances

Les actions à venir du GT sont :

1. Relecture du CR, et amendement si besoin ;
2. Transmettre à Parme Avocats et Civitéo la documentation sur la gouvernance actuelle (Guillaume) ; ouverture d'un canal Teams ; Parme proposera une note de synthèse suite à la lecture des docs.
3. Retenir la date du 8 février 2023 (10h-12h) pour le prochain GT :
 - a. Les participants doivent fournir les contacts pour les entretiens ciblés (gouvernance) ; transmettre un tableau avec les acteurs (organisme, nom, mail...)
 - b. Civitéo doit proposer les premiers axes de réflexion autour des évolutions attendues de la gouvernance : les attentes de DGE, leur faisabilité ; le cas d'usage de l'énergie sera exploité dans un deuxième temps ;
 - c. DGE doit relancer une communication pour élargir les membres du GT.
4. Parme propose d'organiser un séminaire d'acculturation juridique d'une demie journée ou 2h ;
5. Les participants sont invités à transmettre à l'équipe projet leurs premières questions sur la veille juridique.

4.5 Points divers

Aucun point divers n'est proposé.

4.6 Prochains événements de DGE

Programme du 1^{er} semestre 2023 :

<https://www.datagrandest.fr/portail/fr/actualites/decouvrez-programme-du-premier-semester-2023-datagrandest>